

Respectabilité, diabolisation : Macron, l'arbitre des élégances

Article rédigé par *Liberté politique*, le 20 février 2024

La récente mise au ban de La France Insoumise pour ses prises de position sur l'attaque du Hamas a laissé penser à certains que la diabolisation avait changé de camp. Les déclarations présidentielles tenues dimanche 18 février dans le journal L'Humanité tempèrent une telle hypothèse. En déclarant n'avoir « jamais considéré que le Rassemblement national s'inscrivait dans l'arc républicain », Emmanuel Macron semble renouer avec le « cordon sanitaire » de Jacques Chirac.

Admis à la marche contre l'antisémitisme (en France) organisée après les attaques terroristes en Israël, le Rassemblement National pouvait se targuer d'avoir intégré le camp des « partis respectables ». Le RN poursuit ainsi une stratégie de dédiabolisation puis de normalisation alors que le parti est en progression constante dans l'opinion. Les étoiles semblaient alignées mais l'approche des élections européennes a rappelé au RN le bon souvenir de la marginalisation.

Instrumentalisation de la mémoire

Dans un entretien donné au journal communiste *L'Humanité*, le président Emmanuel Macron a ainsi remis le couvert en affirmant qu'il estimait inapproprié la présence du RN, mais aussi du parti d'Éric Zemmour « Reconquête ! » pour l'entrée au Panthéon mercredi 21 février des « résistants communistes » Missak et Mélinée Manouchian. Pour la présidence, « l'esprit de décence » devrait conduire les élus RN à rester chez eux.

Que le journal communiste ouvre ses colonnes au fossoyeur de l'hôpital public peut laisser perplexe. Que celui-ci se serve de l'occasion pour récupérer un brevet en antifascisme n'étonnera personne. Le maire de Perpignan [Louis Aliot](#) semble avoir le mieux résumé la sortie présidentielle en affirmant en substance que, s'adressant à *L'Humanité*, le président s'en est tenu à un discours adapté au lectorat. Interrogé par le *JDD* il aurait tenu un autre discours.

Reste que la malhonnêteté intellectuelle d'Emmanuel Macron écorche l'Histoire de France. Ainsi la « panthéonisation » des deux personnalités précitées ne fera pas oublier la désertion du chef des communistes français Maurice Thorez qui filait dans les jupes de Staline quand la guerre fut déclarée entre la France et l'Allemagne. Le Parti communiste, lui, tentera d'obtenir la réparation de son journal *L'Humanité* dès le début de l'Occupation et [prônera avant cela un accord avec Berlin](#).

« Si j'avais été allemand » : une filiation lointaine et abstraite

L'arnaque historique de la résistance de gauche et de la collaboration de droite a été mainte fois démontrée. Au-delà de ce débat historique, il convient aussi de se demander s'il est toujours pertinent d'accorder du crédit à des filiations politiques dépassées.

Qui peut aujourd'hui affirmer qu'il aurait agi de telle ou telle manière il y a maintenant plus de 80 ans ? Le titre du chanteur de variété Jean-Jacques Goldman *Né en 17 à Leidenstadt* sorti en 1990 interrogeait déjà sur la pertinence de s'estimer *a posteriori* comme un « résistant ».

Nous nous épargnerons ici les comparatifs sur la manière d'envisager les libertés sous la présidence Macron, que ce soit lors de la crise sanitaire, vis-à-vis des Gilets Jaunes ou de l'embrigadement des enfants et des jeunes dans des programmes d'éducation sexuelle décadents.

« En même temps » ou dire tout et son contraire

En se servant du passé à des fins électorales, le président Macron joue la carte de la division pour des affaires qui datent d'il y a presque un siècle. En évinçant la France Insoumise et le Rassemblement National, il écarte de la « fréquentabilité » les deux principaux partis d'opposition à l'Assemblée nationale.

Il entre également en contradiction avec son Premier ministre Gabriel Attal qui estimait le 6 février que « l'arc républicain, c'est l'Hémicycle ». Contradiction ou différenciation de façade... Il semblerait que cela n'ait aucune importance. Seule compte aujourd'hui l'agitation à produire contre le principal concurrent aux élections européennes car il s'agira demain de s'en prendre à un autre. Avec Emmanuel Macron, il n'y a plus aucune idée mais seulement de la communication et des calculs politiques.

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté politique

20/02/2024 01:00